

# Santé en Afrique: les victoires du Fonds Muskoka!

## Les acteurs du Fonds dressent un bilan très positif

Le Fonds Muskoka créé en juin 2010 dans la foulée du sommet du G8 tenu à Muskoka au Canada participe à l'amélioration de la santé, de la nutrition, de l'égalité et de la protection des femmes, des enfants et des adolescentes à travers le renforcement des systèmes de santé nationaux. L'intervention s'articule autour du travail conjoint et complémentaire de quatre agences des Nations unies (OMS, ONU Femmes, UNFPA et Unicef). Un engagement français renouvelé depuis 15 ans. En juin 2021, lors du Forum Génération Égalité, **le gouvernement français s'est de nouveau officiellement engagé jusqu'à la fin 2026 à hauteur de 10 millions d'euros par an en faveur du Fonds Muskoka.** Les membres du Comité technique et le vice-président du Comité de pilotage du Fonds dressent un bilan enthousiasmant.

64

**Avec la stratégie Muskoka 3.0, le Fonds Muskoka entre dans une nouvelle phase. Quels en sont les leviers les plus structurants pour accélérer les progrès en santé maternelle, néonatale, infantile et adolescente ?**

**Dr Chilanga Asmani, président du Comité technique du Fonds Muskoka, conseiller en programmes et politiques de planification familiale UNFPA – Bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre:** Le Fonds consolide plusieurs leviers structurants

pour accélérer les progrès en santé maternelle, néonatale, infantile et adolescente. D'abord, une approche intégrée et intersectorielle, essentielle dans un contexte où mortalité maternelle et néonatale, besoins non satisfaits en planification familiale *post-partum* et malnutrition, restent étroitement liés en Afrique de l'Ouest et Centrale francophone. L'intégration des services de planification familiale, de santé maternelle, néonatale & infantile et de nutrition réduit les occasions manquées d'assurer la continuité des soins. Les approches intersectorielles offrent éga-

lement le moyen de s'attaquer aux obstacles et aux dynamiques qui dépassent le cadre du système de santé, notamment les dynamiques socioculturelles et de genre qu'il convient de prendre en compte pour accélérer les progrès. Deuxièmement, ces approches inscrivent les services de santé maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle non seulement dans un enjeu de santé publique, mais aussi dans un enjeu de développement et politique plus large – un élément essentiel à la réussite. Muskoka 3.0 renforce aussi l'alignement sur les priorités nationales en favorisant l'appropriation par les gouvernements tout en conservant une lecture régionale pour mieux répondre aux urgences. Enfin, l'optimisation des ressources et le soutien à des initiatives comme Every Woman/Every Newborn – Everywhere [Chaque femme, chaque enfant, partout], Action pour la survie de l'enfant (Child Survival Action – CSA), contribuent à réduire les inégalités et à améliorer durablement la santé des femmes et des enfants.



**« Les approches intersectorielles offrent également le moyen de s'attaquer aux obstacles et aux dynamiques qui dépassent le cadre du système de santé, notamment les dynamiques socioculturelles et de genre qu'il convient de prendre en compte pour accélérer les progrès. »**

Dr Chilanga Asmani



65

**La France reste le principal bailleur du Fonds Muskoka depuis plus de quinze ans. En quoi cet engagement demeure-t-il stratégique dans le contexte géopolitique et climatique actuel ?**

**Gordon Jonathan Lewis, coprésident du Comité de pilotage du Fonds Muskoka, directeur régional adjoint de l'Unicef, Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre:** Depuis plus de quinze ans, la France est le bailleur historique du Fonds Muskoka, initiative lancée à la suite des engagements pris lors du G8 de Muskoka. Dans un contexte géopolitique, climatique et humanitaire marqué par des crises multiples, cet engagement demeure hautement stratégique. Il illustre le rôle moteur de l'aide publique française au développement dans la région et s'inscrit pleinement dans les priorités de

la France en matière de santé mondiale, d'égalité de genre et de diplomatie féministe. Grâce à ce soutien constant, des progrès significatifs ont été enregistrés en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et en nutrition. Le financement français joue également un rôle catalyseur en renforçant la crédibilité du mécanisme et en favorisant la mobilisation de nouveaux partenaires, condition essentielle pour

consolider les acquis et soutenir l'atteinte des Objectifs de développement durable, les ODD, de l'Agenda 2030 de l'Union africaine.

**L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale connaissent une croissance démographique rapide. Comment garantir que cette dynamique devienne un véritable dividende démographique si les**



**« Le financement français joue un rôle catalyseur en renforçant la crédibilité du mécanisme et en favorisant la mobilisation de nouveaux partenaires, condition essentielle pour consolider les acquis et soutenir l'atteinte des ODD. »**

Gordon Jonathan Lewis



66

investissements sanitaires et nutritionnels ne suivent pas ?

**Dr Chilanga Asmani:** En Afrique de l'Ouest et du Centre, la transition démographique est déjà en marche. La région connaît l'un des taux de fécondité les plus élevés au monde, mais aussi une baisse progressive de la mortalité, ce qui se traduit par une croissance rapide et un rajeunissement de la population. Cette dynamique a de quoi constituer une formidable opportunité. Le dividende démographique correspond en effet au potentiel de croissance économique qui apparaît lorsque la part de la population active dépasse celle des personnes à charge. Mais pour que cette transition devienne un levier de

développement durable, des investissements massifs dans le capital humain sont indispensables. La santé, notamment la santé sexuelle et reproductive, et la planification familiale, la nutrition, l'éducation de qualité et l'autonomisation des filles et des femmes sont des piliers essentiels. Sans ces investissements et une volonté politique forte, la pression sur les systèmes de santé, d'éducation et d'emploi pourrait transformer cette opportunité en défi social, économique et alimentaire.

**Le Fonds a obtenu des résultats mesurables – baisse de la mortalité néonatale, amélioration de la planification familiale, renforcement des systèmes de santé. Quels**

progrès vous semblent aujourd'hui les plus significatifs et pourquoi ?

**Dr Léopold Ouédraogo, vice-président du Comité technique du Fonds Muskoka, conseiller technique en santé sexuelle et reproductive – Organisation mondiale de la santé (OMS) Afro:** Les progrès les plus significatifs sont ceux qui rapprochent concrètement les femmes, les enfants et les adolescentes de soins de santé de qualité, accessibles et abordables: notre boussole commune. Depuis 2010, des avancées importantes ont été enregistrées dans les six pays soutenus par le Fonds Muskoka: le ratio de mortalité maternelle a reculé de 36 %, la mortalité néonatale de 17 % et celle des enfants de moins de cinq ans de 31 %. La malnutrition aiguë sévère a également diminué de 40 % et le taux de natalité chez les adolescentes a chuté de plus de 24 %. Parallèlement, des progrès notables ont été réalisés dans le renforcement des systèmes de santé: amélioration de la couverture des services vers la Couverture sanitaire universelle de 35 %, augmentation du nombre d'infirmières et de sages-femmes de 25 % et des accouchements assistés par du personnel qualifié de 38 %. Ces résultats reflètent la valeur ajoutée du modèle Muskoka: une approche intégrée et la complémentarité des expertises des quatre agences des Nations unies.



« Le ratio de mortalité maternelle a reculé de 36 %, la mortalité néonatale de 17 % et celle des enfants de moins de cinq ans de 31 %. »

Dr Léopold Ouédraogo

Le Secréariat du Fonds Muskoka: La nutrition est un pilier fondamental du développement du capital humain, car elle influence directement la santé, les capacités cognitives et la productivité économique tout au long de la vie. En Afrique subsaharienne, plus d'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance ou d'émaciation, souvent liés à la pauvreté alimentaire et à des systèmes alimentaires, de santé et de protection sociale insuffisamment adaptés. Une mauvaise alimentation risque d'entraîner des conséquences irréversibles sur le développement des enfants et compromettre leur parcours éducatif, tout en représentant un coût économique estimé entre 3 et 16 % du PIB des pays. À l'inverse, chaque dollar investi dans la nutrition génère jusqu'à 23 dollars de retombées économiques. Faire de la nutrition une priorité stratégique implique donc une approche intersectorielle qui associe santé, systèmes alimentaires, protection sociale et égalité de genre, afin de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et garantir à chaque enfant un départ équitable dans la vie.

**La nutrition reste un déterminant majeur du développement du capital humain. Pourquoi doit-elle devenir une priorité stratégique au même titre que la santé ou l'éducation ?**

**ONU Femmes joue un rôle essentiel dans la lutte contre les violences fondées sur le genre et dans l'autonomisation des filles et des femmes. Comment votre action contribue-t-elle à faire de l'égalité de genre un levier direct d'amélioration de la santé et du développement ?**

**Dr Dieynaba Ndao, membre du Comité technique du Fonds**

Dr Dieynaba Ndao

**Muskoka, experte technique Genre & Santé sexuelle et reproductive, Élimination de la violence à l'égard des femmes (EVAW) – ONU Femmes Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre:**

L'égalité entre les sexes, consacrée par l'Objectif de développement durable 5, est un droit humain fondamental et un levier essentiel de progrès social, sanitaire et économique. Pourtant, les violences fondées sur le genre et particulièrement la violence faite aux femmes et aux filles, la répartition inégale du travail domestique – soins non rémunérés – et les discriminations continuent de limiter l'accès des femmes et des filles à l'éducation, à l'emploi et aux services de santé. Dans la région africaine, près de 33 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles. Ces violences ont aussi un coût humain, sanitaire et économique considérable, comme l'illustrent les complications liées aux mutilations génitales féminines. En travaillant pour le changement de normes sociales néfastes et discriminatoires à l'égard des femmes et des filles, pour un cadre normatif fort gage d'un accès facile à la justice pour les victimes de violence et en soutenant l'autonomisation économique des femmes, ONU Femmes, notamment à travers le Fonds Muskoka, contribue à lever des obstacles majeurs au respect des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles, à leur participation pleine et entière à la société. Promouvoir l'égalité de genre, c'est ainsi améliorer la santé, renforcer la protection et favoriser un développement plus inclusif et durable.

**Le futur Multi-Partner Trust Fund (MPTF) doit renforcer la lisibilité,**



« Promouvoir l'égalité de genre, c'est améliorer la santé, renforcer la protection et favoriser un développement plus inclusif et durable. »

Dr Dieynaba Ndao

**La coordination onusienne et la mobilisation des bailleurs. Qu'attendez-vous concrètement de ce nouvel outil pour changer d'échelle d'ici 2030 ?**

**Gordon Jonathan Lewis:** Ce MPTF du Fonds Muskoka représente une étape clé pour renforcer l'efficacité et la lisibilité de l'action des Nations unies en faveur de la santé et du bien-être des femmes, des enfants et des adolescentes. Dans un contexte de contraintes croissantes sur l'aide internationale, cet outil va consolider une approche intégrée et multisectorielle, fondée sur la complémentarité des expertises de l'OMS, de l'UNFPA, de l'Unicef et d'ONU Femmes. En mutualisant les ressources autour de plans d'action communs, le MPTF favorise une meilleure coordination, rationalise les coûts et contribue à concentrer les investissements sur des interventions à fort impact, notamment en matière de santé maternelle, néonatale, infantile, de nutrition et d'égalité de genre.

Ce mécanisme offre également plus de flexibilité et d'agilité pour répondre à des crises de plus en plus complexes, qu'elles soient sanitaires, climatiques ou sociales, tout en garantissant un alignement étroit avec les priorités nationales grâce à des plans stratégiques co-construits avec les gouvernements. Enfin, le MPTF Muskoka constitue un levier important pour mobiliser de nouveaux partenaires techniques et financiers. En s'appuyant sur une architecture déjà éprouvée et des résultats démontrés, il offre un cadre crédible et efficace pour changer d'échelle d'ici 2030 et accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable. —

67